

## **Les investissements en capital de risque au Québec en 1995**

- Les données de ce rapport se fondent sur des renseignements recueillis auprès de 31 investisseurs de capital de risque présents au Québec et auprès d'autres groupes canadiens de capital de risque qui ont investi en 1995, dans des entreprises du Québec.
- À la fin de 1995<sup>1</sup>, la somme totale des capitaux sous gestion dans l'industrie du capital de risque au Québec atteignait 2,67 milliards \$. Cela représente une augmentation de 12 % par rapport aux 2,38 milliards \$ sous gestion à la fin de 1994. Les fonds gérés au Québec représentent 45 % des 6 milliards de capitaux sous gestion au Canada. Ce pourcentage est légèrement inférieur au record de 48 % enregistré en 1994 en raison notamment de la croissance des fonds des travailleurs dans d'autres régions du pays.
- En 1995, un total de 483 millions \$ en nouveaux capitaux a été amassé par les fonds de capital de risque implantés au Québec. Il s'agit d'une augmentation de 32 % comparativement aux 367 millions \$ de 1994. La plus grande partie de ces capitaux (87 %) provient des fonds des travailleurs, alors que les autres 62 millions \$ ont été recueillis par des fonds privés indépendants.
- Collectivement, les entreprises de capital de risque implantées au Québec détiennent 802 \$ millions en capital disponibles aux fins d'investissement. Cela représente une réserve d'environ trois ans si l'on se fie au rythme des investissements en 1995. L'ensemble des capitaux disponibles au Québec a légèrement chuté par rapport aux 891 millions \$ destinés à l'investissement à la fin de 1994, en raison du retrait de quatre fonds.
- Il y a eu une importante croissance des investissements réalisés par des sociétés établies au Québec en 1995. Au total, 236 investissements, s'élevant à 258 millions \$, ont été faits dans 142 entreprises, comparativement à 157 investissements d'une valeur totale de 172 millions \$ faits dans 117 entreprises en 1994. Les entreprises québécoises ont réalisé en 1995 la plus grande part des investissements en capital de risque du Canada, soit 39 % des 610 investissements et des 669 millions \$ investis par l'industrie canadienne.
- Le nombre de transactions d'envergure a augmenté en 1995. Ainsi, 15 transactions de plus de 5 millions \$ ont absorbé 135 millions \$ ou 52 % du montant total investi. Si l'on ne tient pas compte de ces transactions, l'investissement moyen au Québec était de 612 000 \$ en 1995, comparativement à 878 000 \$ en 1994 (excluant les sept transactions de plus de 5 millions \$).

---

<sup>1</sup> Le capital de risque sous gestion et la liquidité du capital de risque des différents fonds ont été mesurés au 31 décembre, à l'exception des fonds des travailleurs qui l'ont été au 1<sup>er</sup> mars de l'année suivante afin de tenir compte des répercussions de la période de souscription aux REER.

- Alors que le nombre des investissements a été divisé en parts égales entre les placements de 1<sup>re</sup> ronde et les réinvestissements, 60 % du montant investi a été accordé aux placements de 1<sup>re</sup> ronde. Le montant moyen de ces placements était de 1,3 million \$ par rapport à 888 000 \$ pour les réinvestissements.
- La plupart des entreprises financées (92 %) étaient des sociétés fermées, bien que 19 investissements, s'élevant à 37 millions \$ ou 14 % des débours, ont été faits dans des sociétés publiques. Il s'agit d'une augmentation cinq fois plus grande que celle de 1994, alors que six investissements totalisant 7 millions \$ ont été faits dans des sociétés publiques.
- En 1995, les investissements accordés au démarrage a augmenté considérablement. Le nombre d'entreprises financées au stade du démarrage est passé de 42 à 64. Elles se sont assurées 106 millions \$, soit le double des 53 millions \$ recueillis en 1994. Parmi ces entreprises, six ont participé à des transactions de plus de 5 millions \$ et ont recueilli collectivement 55 millions \$ ou 52 % du capital accordé au démarrage.
- En 1995, le nombre d'entreprises qui ont reçu des placements d'expansion est demeuré inchangé à 46, bien que le montant accordé soit passé de 73 à 99 millions \$. L'activité des acquisitions/rachats est restée la même à tous les points de vue, alors que celle des redressements a chuté à trois entreprises qui ont reçu 1 million \$ contre 21 millions \$ accordés à 13 entreprises en 1994.
- En ce qui a trait aux entreprises qui ont divulgué leurs chiffres d'affaires (65 %), les deux tiers ont eu un revenu inférieur à 5 millions \$, ce qui représente une augmentation par rapport aux 55 % de 1994. Plus de la moitié des entreprises financées en 1995 (55 %), avaient moins de 50 employés et 42 % d'entre elles en avaient moins de 25.
- Au Québec, l'activité d'investissement dans les secteurs technologiques est à la hausse. Ainsi, 70 entreprises oeuvrant dans ce secteur (49 % de toutes les entreprises financées) ont recueilli 145 millions \$ (56 % du montant total investi) en 1995, par rapport à 52 entreprises technologiques qui ont reçu 73 millions \$ en 1994. Les entreprises du secteur des communications ont recueilli le plus de placements, soit 31 faits dans onze entreprises. Cela représente 47 millions \$ ou 18 % du total des décaissements. En dépit de cette augmentation, le pourcentage des investissements réalisés au Québec dans des entreprises technologiques demeure inférieur au pourcentage canadien dans ce même secteur.
- L'an dernier, le secteur de la consommation a reçu la plus grande part des investissements totaux au Québec, soit 54 millions (21 %) répartis entre treize entreprises grâce à 20 placements. Le nombre d'entreprises manufacturières financées est resté sensiblement le même à 35 (comparativement à 37 en 1994), mais le montant qui y a été investi est passé de 57 millions en 1994 à 40 millions \$ l'an dernier. Le montant moyen investi dans ces entreprises a glissé de 1,5 million \$ à 1,1 million \$.

- En 1995, les deux tiers des 82 dessaisissements des entreprises implantées au Québec ont été faits par un rachat de participations. Ces transactions ont rapporté en moyenne 1,9 fois leur coût. Les dessaisissements les plus profitables ont été réalisés grâce à une acquisition par un tiers. Cinq dessaisissements ont été accomplis de cette façon et ont rapporté, collectivement 3,3 fois leur coût. Les dix dessaisissements par ventes boursières ont rapporté 2,7 fois leur coût. Au Québec, il n'y a eu aucun dessaisissement par mise en bourse en 1995, bien que 30 dessaisissements ont suivi cette avenue à l'échelle nationale. Ces derniers ont rapporté 5,1 fois leur coût.